

M. Raffarin : « Le temps de l'analyse viendra après le 6 mai »

Le sénateur UMP de la Vienne estime que l'heure est « au combat » et que, « dans le combat, l'honneur c'est la loyauté »

Entretien

Interrogé par *Le Monde*, l'ancien premier ministre Jean-Pierre Raffarin, représentant de « l'aile humaniste » de l'UMP, ne souhaite retenir qu'un aspect de la campagne de Nicolas Sarkozy : le match comparatif avec le candidat du PS François Hollande. **Vous sentez-vous à l'aise dans cette campagne de second tour, où M. Sarkozy passe l'essentiel de ses discours à évoquer les thèmes de l'immigration et de l'islam ?**

Si j'exprimais aujourd'hui des réserves, j'affaiblirais mon camp, et l'affaiblissement du centre et de la droite républicaine sert le Front national et le (FN) et le Parti socialiste (PS). La meilleure façon de gagner, c'est de rassembler, dans une même famille, la droite populaire et les « humanistes ». Je me souviens des suites de la dispersion de la gauche en 2002, mais je reste attaché aux valeurs humanistes de notre projet. Ce qui exclut tout accord avec le FN. **Ces valeurs ne semblent pas très audibles...**

Nous les exprimons tous les soirs dans nos meetings. **L'idée était d'avoir une campagne de droite au premier tour, pour rassembler son camp, et au centre au second. Là, on a droite, puis droite-droite...**

Le vote du premier tour est un vote de crise, d'inquiétude et appel- le des réponses fortes. Je ne considère pas que ces réponses soient exclusivement droitières. La réponse européenne du président me convient totalement. **Y compris la menace de suspendre unilatéralement les accords de Schengen ?**

L'Europe a besoin du leadership et du volontarisme de M. Sarkozy **L'arithmétique vous donne perdants au second tour. Ne risquez-vous pas le désonneur pour éviter la défaite et, au final, de subir les deux ?**

J'ai le sentiment que je suis un modéré par rapport à M. Hollande et à Ségolène Royal pour la chasse à droite. J'ai vu le candidat du PS racoler en « une » de *Libération* les

électeurs du FN. Cette accusation sur l'honneur est une insulte à tous les électeurs qui ont exprimé leur angoisse. L'égalité, c'est aussi celle des électeurs.

M. Hollande n'emploie pas les mêmes mots que Marine Le Pen, à la différence de M. Sarkozy...

François Mitterrand a créé ce piège du FN. J'ai assez d'expérience pour ne pas être victime des manœuvres de ses héritiers.

« Pour moi, la clé, c'est les finances publiques. M. Hollande creuse les déficits ; M. Sarkozy les réduit »

Patrick Buisson, le conseiller du président sortant, s'est vanté de ce choix d'une stratégie droitière, estimant qu'il avait vu juste. En la suivant, M. Sarkozy n'a-t-il pas nourri le vote FN ?

C'est une question de premier tour. Depuis, nous sommes dans la comparaison entre les deux finalistes : quel est le meilleur pour gouverner le pays ? Pour moi, la clé, c'est les finances publiques. M. Hollande creuse les déficits, M. Sarkozy les réduit. La compétitivité de la France, la dette publique, l'ouverture et la compréhension du monde, la relance européenne, voilà ce qui sera déterminant **Revenons à M. Buisson. Sa stratégie n'a-t-elle pas nourri l'extrême droite ?**

Cette question n'a pas d'intérêt aujourd'hui. Le temps de l'analyse viendra après le 6 mai. Nous sommes dans le temps du combat, et dans le combat, l'honneur, c'est la loyauté.

Diriez-vous que le FN est un parti républicain, comme l'a dit le président de la République ?

Il est clair qu'il y a des républicains dans l'électorat du FN. Je suis surpris de ne pas avoir de questions sur le Front de gauche et sur la dimension républicaine de l'insurrection...

Pour s'imposer, M. Sarkozy a besoin des deux tiers de l'élec-

torat de M^{me} Le Pen et de plus de la moitié de celui de M. Bayrou. Comment tenir ce grand écart ?

Il y a une réserve électorale avec la participation. Elle sera plus forte au second tour. M. Sarkozy veut parler de la crise, avec gravité, à tous les Français, pas chapelle par chapelle. Pour s'imposer, il doit gagner trois matches : celui du diagnostic, celui du projet et celui de l'expérience.

Mario Draghi, le président de la Banque centrale européenne (BCE) appelle à de la croissance. Ne s'agit-il pas d'une légitimation des propositions de M. Hollande ?

Nous sommes tous pour la croissance en Europe selon les termes employés par M. Draghi, « dans le cadre de réformes courageuses ». Ce qui manque dans le projet de M. Hollande, ce sont les réformes courageuses ! Je pense que l'appréciation de nos partenaires sur le programme du candidat du PS est sans appel.

Quel signe pouvez-vous envoyer à M. Bayrou ?

Le premier, c'est celui du respect. Il ne s'agit pas d'entrer dans des manœuvres. Il est assez aguerri pour faire son évaluation des projets. Le rétablissement des finances publiques est un sujet majeur pour lui comme pour nous. L'introduction d'une dose de proportionnelle pour les législatives serait positive pour notre démocratie. M. Bayrou veut un référendum sur la moralisation de la vie publique. Ce projet me paraît compatible avec la majorité de notre majorité.

Diriez-vous encore que François Bayrou peut être un bon premier ministre pour M. Sarkozy ?

Il appartient au président de la République de prendre position. J'ai seulement commenté les aptitudes de M. Bayrou et je n'ai pas à me contredire sur ce sujet.

Si un candidat socialiste et un candidat FN se retrouvent seuls au second tour des législatives, que voterez-vous ?

Vous en avez piégé quelques-uns, vous ne me piégerez pas : une grande famille forte et diverse qualifie son candidat au second tour.



Pour l'ancien premier ministre, « l'Europe a besoin du volontarisme de M. Sarkozy ». LÉA CRESPI POUR « LE MONDE »

L'UMP peut avoir à affronter de nombreuses triangulaires avec le Front national...

Il n'y aura pas tant de triangulaires que ça, d'autant qu'il y a une hétérogénéité du vote lepéniste. Il est plus traditionnel, ancré sur l'immigration, dans le sud-est du pays ; c'est plus un vote d'alerte en zone rurale.

A l'UMP, les centristes sont dominés par les ex-RPR. Faut-il faire de la discrimination positive en leur faveur ?

Il faut un équilibre renforcé des responsabilités. Le prochain gouvernement devrait ainsi exprimer plus de diversité que les précédents. Au sein du parti, il faudra débattre des procédures dans lesquelles chacun pourra s'exprimer, voire se compter. Il appartient au secrétaire général [aujourd'hui Jean-François Copé], qui est porteur de la légitimité du parti, garant de la diversité, de faire pour le prochain quinquennat les propositions d'organisation.

Chez les modérés de l'UMP, nul n'ose sortir du bois sur la campagne droitière de M. Sarkozy...

Pourquoi voulez-vous que je participe à une campagne contre mon candidat et permette à M. Hollande de dire : « Raffarin tire sur Sarkozy » ? J'ai fait mon service militaire chez les pompiers, j'ai appris que, au feu, sur la grande échelle, on n'a pas d'état d'âme. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR PIERRE JAXEL-TRUER ET ARNAUD LEPARMENTIER

M. Bayrou hausse le ton face à M. Sarkozy et dit qu'il choisira autant sur les valeurs que sur le programme

Le président du MoDem a envoyé une lettre aux deux finalistes de la présidentielle

C'est le nouveau feuilleton, cru 2012, des aventures de François Bayrou dans l'entre-deux-tours de l'élection présidentielle. En 2007, fort de ses 18,6% d'électeurs, il avait fait durer les suspenses... avant de ne finalement prendre parti pour personne, après avoir débattu à la télévision avec la candidate socialiste Ségolène Royal.

Cette fois, avec un résultat moitié moindre (9,1%), il a choisi, pour faire monter les enchères, la voie épistolaire. Le président du MoDem a envoyé, mercredi 25 avril, une lettre aux deux finalistes de la présidentielle pour leur rappeler ses priorités. Et livrer, en creux, quels seront ses critères de choix au moment de dévoiler sa position, après le débat télévisé du 2 mai entre François Hollande et Nicolas Sarkozy.

Dans ce courrier, M. Bayrou rappelle ses priorités programmatiques – lutte contre les déficits, développement de l'appareil productif, moralisation de la vie publique, projet européen, unité nationale –, fidèle en cela à sa campagne. Mais une phrase s'invite dans le texte, qui laisse augurer un

choix autant humain que sur le fond. Face à la crise, « l'attitude personnelle des gouvernants compte beaucoup. C'est une question de valeurs personnelles autant que politiques », écrit M. Bayrou.

De là à considérer qu'il s'agit d'une fin de non-recevoir officielle à toutes les propositions que pourrait faire M. Sarkozy, il n'y a qu'un pas, qu'il est tentant de franchir. Avec *Abus de pouvoir* (Plon), en 2009, le député des Pyrénées-Atlantiques a en effet signé l'une des critiques les plus radicales des valeurs du chef de l'Etat...

Et mercredi, M. Bayrou s'est encore fendu de commentaires assassins sur la campagne de second tour droitière du président sortant, en jugeant qu'il « valide le discours du Front national [FN] ». « Aborder la question de l'immigration en validant la thèse du FN et en prétendant que les déséquilibres des comptes sociaux étaient dus aux immigrés, c'est un reniement d'un demi-siècle de politique sociale en France. C'est un reniement du gaullisme aussi bien que des démocrates-chrétiens et humanistes », assure le député des Pyrénées-Atlantiques.

M. Bayrou peut-il, pour autant, voter pour M. Hollande ? Rien n'est moins sûr. Il considère que le compte, en matière de lutte contre les déficits, n'y est pas dans le programme du socialiste. « La question à trancher, au fond, c'est de savoir ce qui est le plus important : les valeurs ou le programme », analyse Robert Rochefort, vice-président du MoDem, qui penche pour les valeurs.

Pour le député des Pyrénées-Atlantiques, les propos du président sortant « valident le discours du Front national »

Mais la question est aussi tactique. « La priorité de Bayrou est de constituer un groupe centriste à l'Assemblée nationale, or les troupes sont au centre-droit. Quand bien même il serait tenté de voter pour Hollande, ce que je ne crois pas, l'aspect tactique lui rendrait cette hypothèse difficile », analyse un proche.

Jeudi matin, le candidat du PS a ouvert une porte, affirmant qu'il n'était pas opposé à un référendum sur la moralisation de la vie publique, comme le demande M. Bayrou. La veille, M. Sarkozy a rappelé qu'à l'inverse de M. Hollande, lui, promeut la règle d'or.

La réflexion de M. Bayrou continue, selon ses proches, de ne pas être « sédimentée », même si la plupart pensent qu'il votera blanc, comme en 2007. « Ce ne serait pas un non-choix pour quelqu'un qui milite pour la reconnaissance du vote blanc », dit M. Rochefort.

En attendant, le feuilleton continue. « La présidentielle, c'est son élection, il veut continuer à jouer le jeu », note un dirigeant du MoDem. Un autre s'agace : « Il faudrait lui expliquer qu'il a perdu au premier tour. » Un proche, tenté par l'option Hollande, déplore : « Il est en train d'inventer le centre d'opposition permanente. » A l'opposé, le sénateur de la Mayenne Jean Arthuis regrette que le Béarnais « n'ait pas fait campagne clairement au centre-droit, il aurait eu un meilleur score ». Au sein des troupes, les différences s'exacerbent. ■ **P. J.-T.**

Quand François Fillon fait entendre sa petite musique

Solidaire, mais différent. C'est le credo de François Fillon.

En meeting avec Nicolas Sarkozy à Cernay (Haut-Rhin) mercredi 25 avril, le premier ministre a fait entendre sa petite musique. Celui qui compte bien jouer un rôle à droite quelle que soit l'issue du scrutin du 6 mai n'a pas suivi le candidat sortant dans ses clins d'œil appuyés à Marine Le Pen. Pas question pour lui de s'étendre sur l'immigration ou sur l'islam.

Seule contribution de sa part à la campagne droitière du président, il a rappelé son opposition au droit de vote des immigrés aux élections locales et que la loi sur la burqa avait été votée par sa majorité. Deux phrases qui sonnaient comme un service minimum.

Pour le reste, rien que du classique. M. Fillon a privilégié le duel droite-gauche en attaquant le candidat du PS. Il a fustigé « le socialisme flasque et poussiéreux qu'on nous présente sous les attraits du renouveau » et « Hollande et son programme qui aurait pu être écrit il y a vingt ans ».

Pour ce partisan de l'orthodoxie budgétaire, « les promesses de lendemains faciles alors que la crise de la dette n'est pas finie et que

la mondialisation fissure les portes du continent » sont « conformistes et inquiétantes ». Et d'ajouter : « Je n'accepte pas les leçons d'économie de la part de ceux qui n'ont fait que disserter pendant que nous étions à la tâche pour protéger la France et l'Europe de la pire avanie qu'ait connue le système capitaliste depuis un siècle. »

Toujours prompt à défendre son bilan, M. Fillon a déclaré : « Je n'accepte pas que le mot "changement" soit (...) galvaudé par un parti qui n'a jamais osé réformer, mais qui a toujours eu l'indécence de manifester contre ceux qui réformaient. » Selon lui, « la France ne sera pas plus forte et plus juste en laissant ses déficits dériver, en augmentant le nombre de ses fonctionnaires, en offrant des stages par-kings à sa jeunesse, en surtaxant tous ceux qui réussissent ».

A la fin de son propos, il a comparé les deux candidats encore en lice : « L'[un], friable comme l'argile ; l'autre, solide comme le roc. » Histoire de rappeler que, même s'il ne le suit pas sur tous les terrains, il sera jusqu'au bout loyal à celui auquel il doit d'avoir été à Matignon pendant cinq ans. ■

VANESSA SCHNEIDER (CERNAY, HAUT-RHIN, ENVOYÉE SPÉCIALE)